

UDC, socialistes et Verts unis autour du logement

L'extrême droite et la gauche ont conclu une alliance contre nature pour réclamer davantage de logements sociaux à Rolle

C'est lors d'une discussion à bâtons rompus entre les conseillers communaux Pierre-François Charmillot, socialiste, et Arthur Petit, UDC, que leur est venue l'idée de présenter une motion suprapartisane au sujet de la politique du logement à Rolle. Celle-ci sera déposée ce soir même.

«Il n'a pas été si facile de vendre cette alliance contre nature à mes collègues de parti, explique Pierre-François Charmillot. Mais ils ont compris qu'il ne fallait pas qu'on puisse nous accuser de jouer une carte électoraliste.» Arthur Petit a aussi dû se montrer convaincant. «Quand il y a un besoin avéré de la population, nous devons dépasser les positions partisans», concède-t-il.

UDC, socialistes et Verts font le même constat: entre 2002 et 2014, la population rolloise a passé de 4000 à 6000 habitants. De nombreux logements ont été construits, mais surtout de la PPE et des habitations avec des loyers élevés. Pire, durant cette période, les prix se sont envolés. «Il y a eu de la spéculation, si bien qu'il n'y a même plus de logements accessibles pour la classe moyenne», regrette le socialiste. «Les loyers sont trop chers. Les Rollois se

plaignent que leurs enfants devront quitter la ville», ajoute l'UDC.

Comme de nouveaux quartiers vont sortir de terre (Gare Nord, Sous-Bellefontaine, Grandes-Buttes/Jardins, Les Vignes), les motionnaires proposent de contraindre les investisseurs à garantir un taux moyen de 25% de logements d'utilité publique sur l'ensemble des projets immobiliers.

«Quand il y a un besoin avéré de la population, nous devons dépasser les positions partisans»

Arthur Petit Conseiller communal UDC

«Quand je vois que la Migros n'a pas tenu ses promesses, il faut agir», relève Arthur Petit. «C'est la seule marge de manœuvre que nous avons», remarque Pierre-François Charmillot. Quid des deux autres partis au Conseil, qui n'ont pas voulu signer la motion? «Nous sommes divisés sur la question, indique Jean-Pierre Roland, chef du groupe des Vert'libéraux. Il y aura liberté de vote, comme toujours.» Quant au PLR, il refuse de cautionner une motion qui va à l'encontre de la liberté du marché. **Y.M.**